

« La transition énergétique n'est possible ni sans nucléaire ni sans renouvelable »

Le ministre fédéral de l'Energie défend un virage énergétique complet : prolonger l'atome, développer l'offshore et sécuriser le réseau. Il déposera sous peu sa note sur la prolongation éventuelle d'autres réacteurs. Et appelle ses collègues du gouvernement wallon à prendre une décision pour la Boucle du Hainaut.

ENTRETIEN

BERNARD PADOAN

Ce lundi, les Belges se sont réveillés dans un pays qui ne compte plus que deux réacteurs nucléaires en service, Doel 4 et Tihange 3, et ce pour les dix prochaines années. Pas vraiment le scénario rêvé pour le ministre fédéral de l'Energie, Mathieu Bihet (MR), qui porte les promesses du gouvernement Arizona de relancer l'atome pour la production d'électricité. Le Liégeois assure que le « paradigme » a changé et que des décisions importantes pour la stratégie énergétique seront prises en 2026. Sans dogmatisme : la Belgique s'appuiera aussi bien sur une « défense » nucléaire stable que sur une « attaque » renouvelable agile, comme il aime à le répéter en filant la métaphore footballistique.

Depuis lundi, la « défense nucléaire » de la Belgique est réduite à deux réacteurs. Elle reste assez solide ?

Non, ce n'est pas bon, parce qu'il n'est pas bon de sortir des capacités de production d'énergie décarbonée et à bas coût du mix énergétique. Aujourd'hui, l'enjeu, c'est la transition, avoir un mix énergétique qui est de moins en moins carboné. Donc ce n'est pas une bonne nouvelle. Surtout que les dates de sortie qui ont été fixées par la loi de 2003 – qui a été abrogée entretemps –, n'avaient aucun fondement scientifique. C'est une décision qui était arbitraire. Au nom de quoi ? D'une vision politique qui n'était pas très pragmatique.

Cela veut dire qu'il faut faire monter d'autres « défenseurs » sur le terrain, c'est-à-dire augmenter les capacités nucléaires du pays ?

L'accord de majorité est clair à ce sujet. Je mets la dernière main à la note sur les capacités actuelles (les réacteurs éteints qui pourraient éventuellement être rallumés, NDLR) que je présenterai au gouvernement dans les prochaines semaines, d'ici la fin de l'année ou le début de l'année prochaine. Ce sera le résumé des discussions que nous avons eues et l'exposé de la vision que nous avons pour les capacités actuelles. Ces dernières sont nécessaires pour dégager un peu de « mou » pour envisager la construction des nouvelles capacités.

Cela a pris du temps...

Oui, c'est vrai. Le 3 février, il y a eu un accord de gouvernement assez ambitieux en matière d'énergie de manière générale, et d'énergie nucléaire notamment. Depuis, on a rejoint l'Alliance pour le nucléaire, on a des nouveaux partenaires à l'échelle internationale, on a fait le *closing* du *deal* Phénix (l'accord de prolongation de Doel 4 et Tihange 3, NDLR) où tout restait à faire, on a signé le consortium Eagles (pour le développement d'un petit réacteur nucléaire modulaire, NDLR) avec la Roumanie et l'Italie – je peux déjà vous annoncer que d'autres partenaires vont entrer dans le projet au début 2026. On a aussi modifié la loi de 2003, et ça, c'est un vrai changement de cap.

Le fameux « changement de paradigme » ?

Après un quart de siècle, on fait un demi-tour complet. On a ouvert toutes les portes, on a changé les dispositifs légaux. Ça n'a pas été simple. On a discuté avec l'opérateur nucléaire et les propriétaires des réacteurs.

La transition n'est possible ni sans nucléaire ni sans renouvelable. (...) Avant, il y avait deux camps dans le monde de l'énergie : les pour et les contre. Moi je pense qu'il faut mettre toutes les sources d'énergie décarbonées sur la table

»

Donc avec EDF (qui est pour moitié propriétaire de Tihange 1) aussi ?

Ça a été dit dans le journal. Je n'ai pas fait de commentaires, mais je ne vais pas nier ce qui est écrit.

Et avec d'autres partenaires potentiels ?

Ça, on ne va pas en parler. Mais ça fera partie du document que je vais déposer et discuter avec mes collègues du gouvernement.

L'étape d'après, c'est de construire de nouveaux réacteurs ?

C'est en tout cas de voir comment on avance dans ce que l'on appelle le *new build*. Et là, je note avec une très grande satisfaction que la Région wallonne et la Région flamande bougent. Elles se rendent compte qu'elles ont des besoins en matière de production d'énergie décarbonée. Idem pour l'industrie pour réussir sa transition. En Wallonie, on ne pourra pas attirer des entreprises si on ne leur propose pas un système attractif du point de vue de l'énergie. C'est un des facteurs de concurrence à l'échelle européenne. Nous devons proposer un dispositif pour que les entreprises qui s'installeraient ici aient de l'énergie en quantité suffisante.

Est-ce que l'Etat fédéral a les moyens de cette nouvelle politique nucléaire ? Pour la prolongation de Doel 4 et Tihange 3, Engie bénéficie d'une garantie de rentabilité qui pourrait coûter cher aux contribuables...

Récemment, le directeur du département nucléaire de l'OCDE a dit que le coût moyen d'une prolongation d'une capacité nucléaire, c'est 40 dollars du mégawattheure (environ 35 euros, NDLR). Cela peut être attractif. Mais il ne faut pas le rendre démesurément attractif.

L'accord avec Engie est trop généreux ?

C'est effectivement la garantie de rentabilité qui coûte de l'argent aux contribuables. Actuellement, dans le *deal* Phénix, le *strike price* provisoire est plutôt aux alentours de 90 euros (si l'électricité est vendue en dessous de ce prix, l'Etat paie la différence à Engie, NDLR). Ce n'est pas vraiment ce qui avait été annoncé par le précédent gouvernement, qui parlait de 65 euros. C'est la contre-partie du mécanisme qui a été choisi. Est-ce qu'il y a d'autres possibilités ? Oui. Laquelle va-t-on choisir ? Je ne vais pas le dire maintenant, mais ça fait partie de l'éventail de choix que nous avons en tête. Mais les entreprises qui sont des très grandes consommatrices d'électricité doivent aussi faire partie du projet. Leur garantir un approvisionnement électrique à un prix stabilisé, cela fait partie de l'équation. Nous avons des



contacts avec des entreprises gourmandes en énergie.

L'Etat fédéral est devenu propriétaire de 50 % des réacteurs prolongés. C'est une bonne chose ?

C'est un moyen pour qu'il n'y ait pas, à l'avenir, un acteur privé qui soit seul à décider du débranchement d'infrastructures aussi importantes. Donc l'Etat a un rôle à jouer. D'autant qu'il est régulateur du marché et de la sûreté nucléaire. Mais est-ce qu'on peut arriver à un système à la française où l'Etat est propriétaire de tous les actifs nucléaires ? Ça ne me semble pas possible.

La transition énergétique n'est pas possible sans nucléaire ?

Elle n'est possible ni sans nucléaire ni sans renouvelable. Je pense que, en cela, on se distingue de tout ce qui a été fait auparavant. Il y avait deux camps dans le monde de l'énergie : les pour et les contre. Moi je pense qu'il faut mettre toutes les sources d'énergie décarbonées sur la table. Est-ce que je soutiens l'énergie nucléaire ? Oui. Est-ce que je soutiens le développement des énergies renouvelables ? Oui. Pour la bonne et simple raison que nous avons des objectifs européens en matière de diminution des émissions. Et que nos entreprises vont être sanctionnées si elles ne font pas leur transition énergétique. Notre job, c'est de mettre sur la table tout ce qui est nécessaire pour réussir la transition.

Le principal levier sur lequel le gouvernement fédéral peut agir en matière de renouvelable, c'est l'éolien offshore...

Pour le ministre fédéral de l'Energie, Mathieu Bihet, « la transition porte bien son nom : ça doit se faire progressivement ». © PIERRE-YVES THIENPONT

Or pour le moment, on a plutôt l'impression que les choses ralentissent. Vous avez reporté l'enchère pour le premier lot (700 MW) du nouveau parc Princesse Elisabeth. Et le gouvernement a passé un gros coup de rabot sur l'île énergétique, en mettant en pause le troisième lot d'éoliennes...

C'est l'inverse : on a accéléré ! Le *re-tendering* (le nouvel appel d'offres, NDLR) du lot 1 est certes postposé au printemps 2026. Mais nous travaillons déjà sur les procédures d'obtention des permis pour le lot 2, qui fait quand même 1,4 gigawatt. Donc on n'a pas ralenti du tout. Pourquoi est-ce que le lot 1 a été reporté ? Il y avait des faiblesses très claires, juridiques et économiques, dans les enchères telles qu'elles avaient été conçues. Sur l'île énergétique, pareil : on a un projet qui, à la base, doit coûter 2,2 milliards et au moment où je prends mes fonctions et que le dossier arrive sur ma table, il vaut plus de 8 milliards ! On ne pouvait pas laisser passer ça. Nous avons pris une décision responsable de mettre sur pause les parties non prioritaires. Mais l'île avance et elle sera présente pour accueillir le courant des premières éoliennes qui vont être construites.

A ce sujet, est-ce qu'on aura un réseau électrique capable d'accueillir cette production ? On pense notamment au projet de ligne haute tension Boucle du Hainaut pour lequel on attend toujours la décision du gouvernement wallon...

Avoir des éoliennes en mer du Nord, c'est indispensable. Avoir l'île énergétique pour acheminer le courant, c'est indispensable. Mais avoir les connexions *onshore*, c'est indispensable aussi. Au